

Relations entre le Canada et la Turquie : commerce et investissement

De par son histoire, sa géographie et son héritage culturel, la Turquie a toujours été au carrefour du changement et de l'innovation. Au cours des dernières années, alors que ses voisins de l'Europe de l'Est ont travaillé à se délester de leur passé communiste, la Turquie a continué à faire preuve d'un esprit d'entreprise, malgré les conditions de vie rendues difficiles par une conjoncture économique défavorable.

Cette conjoncture, caractérisée par des taux d'inflation élevés, des dévaluations successives de la monnaie et des crises bancaires, a été renversée par le dynamisme et l'imagination des entrepreneurs turcs. À l'heure actuelle, la Turquie se trouve de nouveau à la croisée des chemins. En effet, elle s'est engagée à entreprendre des réformes structurelles d'envergure pour assurer la prospérité du pays et se tailler une place dans l'économie mondiale. Si elles sont appliquées efficacement, ces mesures devraient permettre au pays de réaliser son plein potentiel et de devenir un moteur de la croissance économique et de la prospérité dans la région. Les réformes visent à instaurer un climat de stabilité macroéconomique et, en conséquence, à assurer la prévisibilité nécessaire pour favoriser l'investissement de capitaux et attirer les investissements étrangers directs.

Bien que la Turquie ait déjà conclu un accord d'union douanière avec l'Union européenne (UE), sa candidature à l'UE l'incite encore davantage à poursuivre ses projets de modernisation et de réforme.

Les efforts soutenus sur le plan de la déréglementation, de même que la croissance et la vigueur du secteur privé et la compétence de la main-d'œuvre sont autant de facteurs qui permettent de considérer l'évolution de l'économie turque avec optimisme. En fait, au cours des deux dernières décennies, la Turquie a enregistré le plus haut taux de croissance annuelle parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), soit 5,2 p. 100 en moyenne.

Plusieurs indicateurs économiques montrent que le pays se remet de la récession de 2001. Le produit intérieur brut (PIB) a crû de

8,8 p. 100 au cours du deuxième trimestre de 2002 et le taux d'inflation s'est maintenu à 37 p. 100 en septembre, comparativement à 68,5 p. 100 au début de l'année. D'après l'OCDE, sa croissance réelle devrait atteindre près de 4 p. 100 en 2002 puis 3,6 p. 100 et 4,3 p. 100 en 2003-2004.

Le fait le plus marquant des dernières années pour la Turquie pourrait être sa conclusion d'un accord d'union douanière avec l'Union européenne (UE) en 1996. Les marchandises peuvent maintenant circuler librement entre les pays de l'UE et la Turquie sans être contingentées ou frappées de droits de douane. Bien que l'union douanière prévoie un accès préférentiel aux marchés européens, les droits de douane généraux visant les importations du Canada et d'autres pays tiers ont aussi été réduits. En effet, la plupart des produits et services canadiens qui étaient concurrentiels avant l'union douanière le sont demeurés et, dans de nombreux cas, leur part du marché a augmenté.

Exportations et importations

La valeur des échanges commerciaux entre le Canada et la Turquie a presque triplé au cours de la dernière décennie, atteignant 497 millions de dollars en 2001. Le commerce canado-turc représente un élément substantiel des intérêts commerciaux croissants du Canada dans cette région. En 2001, les exportations canadiennes vers la Turquie ont totalisé 172 millions de dollars, soit 33 p. 100 de moins qu'en 2000, en raison de la conjoncture défavorable dans ce pays. Toutefois, l'amélioration soutenue de la situation économique turque devrait contribuer à une augmentation de la valeur et du volume des exportations canadiennes à destination de ce pays. Les principales exportations du Canada vers la Turquie sont les matières premières (charbon, pâte de bois, papier journal, minerais de fer, légumineuses à grain et blé) et les produits fabriqués (appareils électriques, matériel de télécommunications et matériel relatif aux aéronefs).

En 2001, les importations en provenance de la Turquie ont crû d'environ 7,5 p. 100 par rapport à l'année précédente pour atteindre 315 millions de dollars. Le Canada achète surtout les exportations turques traditionnelles : barres en acier et en acier laminé, raisins, tissus, autres produits textiles et céramique.

Les entreprises canadiennes trouveront des débouchés prometteurs dans les secteurs suivants : développement de l'infrastructure, télécommunications, transports, énergie, mise à niveau industrielle, santé, tourisme, exploitation minière, construction, aérospatiale et défense. Bien que le secteur public demeure essentiellement à l'origine de la demande de projets de grande envergure, le secteur privé de la Turquie est dynamique et en voie de devenir un des principaux moteurs du commerce entre le Canada et la Turquie.

Accords essentiels à la croissance du commerce et de l'investissement

Avec la signature en 1998 du protocole d'entente visant à promouvoir la coopération bilatérale entre le Canada et la Turquie dans le secteur de l'énergie, le potentiel d'exportation vers la Turquie de services canadiens d'experts-conseils et de construction d'infrastructure s'est considérablement accru. Une des exportations canadiennes les plus visibles dans ce secteur a été le projet du métro d'Ankara, réalisé par SNC-Lavalin et Bombardier/UTDC.

Les négociations continuent concernant la mise au point définitive d'un protocole d'entente cadre visant à établir les fondements des relations bilatérales entre le Canada et la Turquie. La signature de ce document témoignera de la confiance du Canada envers la Turquie, qui poursuit son programme de réforme économique. De plus, le Canada et la Turquie ont amorcé depuis quelque temps déjà des négociations relatives à une convention de double imposition.

Le 16 juin 2002, le Canada et la Turquie ont signé à Montréal deux accords ayant pour but de promouvoir le commerce bilatéral et l'investissement. Le premier document faisait intervenir les conseils des entreprises des deux pays. Le deuxième visait Manufacturiers et Exportateurs du Canada, d'une part, et l'Union des Chambres de commerce et d'industrie, les bourses de marchandises et les Chambres de commerce maritime de la Turquie, d'autre part.

En perspective de l'expansion des relations commerciales entre les deux pays, plusieurs entreprises canadiennes, grandes et petites, ont noué des liens étroits avec la Turquie sur le plan du commerce et de l'investissement.

Bon nombre des gens d'affaires du Canada concentreront leur attention sur les 10 à 15 millions de consommateurs turcs dans les grands centres urbains de l'Ouest de la Turquie, notamment Istanbul, Ankara et Izmir. La majorité de ceux-ci ont moins de 30 ans et aspirent à un mode de vie et un niveau de vie comparables à ceux de l'Europe de l'Ouest.

Investissement

Un des principaux objectifs décrits dans le programme de réforme économique annoncé par le nouveau gouvernement turc consiste à promouvoir et à faciliter l'investissement étranger. L'importance qu'accorde la Turquie à l'investissement étranger augure très favorablement pour les entreprises canadiennes actives dans tous les secteurs de l'économie turque.

Le Canada est le 14^e investisseur en importance en Turquie, ses investissements totalisant 409,7 millions de dollars (262,4 millions de dollars américains). Cinq

Le nouveau gouvernement turc lance un plan de relance économique

Le nouveau gouvernement turc, formé par le parti AKP, s'attaque avec une énergie et une détermination nouvelles aux problèmes économiques de la Turquie et se montre résolu à favoriser une plus grande intégration avec l'Europe.

Le climat est à l'optimisme depuis l'arrivée au pouvoir du parti AKP, qui forme le premier gouvernement majoritaire en Turquie depuis plus de dix ans et continue à diffuser des messages rassurants sur son programme économique et son engagement à l'égard des réformes appuyées par le Fonds monétaire international, lesquelles visent à jeter les bases d'une croissance économique vigoureuse et durable. La formation d'un cabinet modéré, incluant un ministre de l'Économie jeune et dynamique, a eu une incidence bénéfique sur les indicateurs de marché. Le 18 novembre 2002, la lire turque a atteint son plus haut sommet en plus de quatre mois par rapport au dollar américain. Des groupes de gens d'affaires ont fait l'éloge des positions adoptées par le nouveau gouvernement, tandis que les indicateurs macroéconomiques continuent à progresser favorablement, suivant les tendances amorcées durant le mandat de l'ancien ministre de l'Économie.

L'AKP a aussi mis de l'avant un plan ambitieux de relance économique d'une durée d'un an. Entre autres mesures immédiates, ce plan prévoit la consolidation des dépenses publiques en un seul compte de trésorerie et la mise en œuvre d'une vaste réforme fiscale. D'autres mesures consistent à accélérer la privatisation, à encourager l'investissement étranger direct et à stimuler des secteurs clés tels que la fabrication et l'agriculture. Le plan du parti AKP prévoit que d'ici la fin de 2003, la gestion du secteur minier et du secteur de l'énergie sera entièrement entre les mains du secteur privé, et le secteur des transports sera redéfini.

grands investissements canadiens composent le gros de cette somme : Four Seasons Hotels à Istanbul, Eldorado Gold à Usak, Inmet Mining à Rize, Oz Optics à Izmir et la centreprise Nortel/NETAS à Istanbul.

Les gens d'affaires turcs s'intéressent aussi de plus en plus au Canada comme lieu d'investissement. L'entreprise turque Arbel

Pulse, Grain Industry and Trade S.A. Arbel, qui gère la plus grande usine de transformation de légumineuses à grain au monde, est le principal actionnaire de l'usine de transformation et de concassage de lentilles Saskcan Pulse Trading à Regina, installation de 25 000 pieds carrés dont la construction vient d'être terminée au coût de 5,2 millions de dollars.

En bref

Données générales

Capitale : Ankara

Superficie : 780 576 km²

Population : 69,3 millions

population urbaine : 73 p. 100

population rurale : 27 p. 100 (2002)

Monnaie : lire turque; 1 \$ CAN = 989 200 (novembre 2002)

Données économiques

PIB : 148,2 milliards de dollars américains (2001)

PIB par habitant : 2 160 \$US (2001)

Taux de croissance réelle du PIB :

+4,1 p. 100 (est. 2002)

Taux d'inflation : 37 p. 100 (2001)

Taux de chômage : 11,8 p. 100 (2002)

Total de l'investissement étranger :

26,3 milliards de dollars américains (2001)

Total de l'investissement canadien :

262,4 millions de dollars américains (2002)

Données commerciales

Total des exportations turques : 31,3 milliards de dollars américains (2001)

Total des importations turques : 41,4 milliards de dollars américains (2001)

Source : Direction des pays baltes, de l'Europe centrale et de la Méditerranée orientale (REC), MAECI

